

Mauvaises nouvelles

Posté le : 12 février 2014 10:00 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
 Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Crise systémique, Attitudes, Histoire économique récente, Economie et politique

1. La France voit ses exportations baisser en 2013.

Ce chiffre vient compléter la longue liste des échecs de François Hollande et de son gouvernement de fonctionnaires socialistes éperdus d'idéologie. La perte de compétitivité associée à l'absence de toute réforme, en même temps qu'on assommait d'impôts les producteurs, a réclamé son dû. Il est tragique.

2. Le commerce international est à l'arrêt. Le rebond de croissance du milieu 2013 n'a pas tenu. Le tableau ci-dessous est parlant, quelque soient les réserves que l'on porte à la pertinence du BDI index. Les prix du fret international sont au plus bas. Il est clair que la pointe d'activité de 2012 a été totalement associée à la politique d'achat de la Chine, en grand danger de perdre ses réserves, et à la spéculation sur les matières premières. L'arrêt de cette politique a fait s'effondrer les marchés de matières premières et a bloqué la croissance des échanges. Il est juste de remarquer que ce phénomène explique aussi en partie la contreperformance de la France en matière d'exportation.

3. La spéculation sur les monnaies et les mouvements erratiques de capitaux à court terme entraînent à nouveau les devises et les économies des pays émergents vers le bas. M. Baverez commet, dans son dernier article, l'erreur de croire que ces mouvements sont sains et sont la traduction des difficultés des pays émergents, alors que ces derniers étaient encensés quelques mois auparavant. C'est l'histoire de 98 qui recommence : la crise était une crise des changes flottants, liées à une double spéculation sur le dollar et la bourse américaine ; on a parlé d'une crise des pays émergents accusés de "cronyism" chronique. Non Monsieur Baverez les mouvements de capitaux à court terme ne correspondent pas à des logiques de fond de l'économie mais à des lubies auto-réalisatrices. Dans un système de liberté totale des mouvements de capitaux à court terme, la recherche spéculative entraîne des mouvements endogènes particulièrement pernicious. Cela dit, cela n'excuse pas l'Argentine !

4. Le referendum Suisse est un coup de tonnerre pour l'Europe en même temps qu'un mauvais signe pour l'économie Suisse. En souhaitant remplacer la liberté totale de travail et d'installation en Suisse par un système de quotas, la Suisse marque sa mauvaise humeur vis-à-vis de l'Europe qui a largement détruit son système bancaire et compliqué la survie de sa prospérité. Elle rappelle un principe qui nous est cher : la régulation la meilleure est celle des écluses qui permettent à la fois de faire respecter des principes (l'eau coule) et des contraintes (elle n'emporte pas tout). Toute les agences internationales de l'eau le savent : la coopération et la régulation sont la seule méthode pour ne pas entrer en guerre le long du bassin. Maintenant tout est affaire de raison : il appartiendra aux Suisses de se montrer sages dans la manœuvres de l'écluse. Viviane Redding, l'épouvantable abrutie, qui est Commissaire européen depuis trop longtemps et qui ne rate jamais une occasion de se taire, vient de menacer la Suisse de représailles. Cette posture est grotesque. Le PPE s'honorerait à n'en point faire sa candidate au poste de Commissaire Européen. Dans la phase délicate qui s'ouvre les excités et les fanatiques sont à remiser dans un coin sombre. La Suisse finira par entrer dans l'Union Européenne et même dans la zone Euro mais il faut pour cela qu'elles se réforment. Il nous faut plus de réformes sensées en Europe et moins de fédérolâtrie agressive.

5. Le système bancaire européen sortira-t-il intact des stress tests organisés par la BCE ? Certains annoncent déjà que différentes banques allemandes seront en difficultés et qu'au final plusieurs banques européennes ne passeront pas le cap. Il est clair que le système bancaire des pays excédentaires est obligé de replacer les excédents quelque part et qu'il le fait généralement à risque. On se rappelle que les Landesbank avaient utilisé leur dotation de privatisation essentiellement en subprimes, l'affaire se cumulant avec la précédente pour rendre extrêmement vulnérable le système bancaire allemand. La Deutsche Bank semble pour sa part se faire une spécialité des coups douteux. L'Allemagne se trouve donc en première ligne. Rappelons tout de même que lorsque les en-cours globaux de dettes représentent plus de 4 fois le PIB, la "résistance" du système bancaire est illusoire. Le remboursement et l'amortissement d'un tel niveau de dettes est impossible.

Les stress tests seront donc une fois de plus de la poésie pure. Tout le jeu est de faire rouler la boule jusqu'à ce qu'elle diminue de taille. Pas de l'arrêter.

6. L'apprentissage aura été en forte baisse en France, du fait d'une part de la conjoncture et d'autre part d'une baisse drastique des financements (près de 20%) associée au dégoût traditionnel des socialistes pour les formations non intellectuelles. Pour eux : mieux vaut faire traîner des élèves incapables de lire et écrire dans le système classique jusqu'à ce qu'ils décrochent définitivement d'eux-mêmes et se mettent à traîner. Argument imparable du bobo : est-ce que tu mettrais ton enfant dans le circuit d'apprentissage ? Non Alors ? Le résultat est la baisse perpétuelle du niveau de l'enseignement et la sortie chaque année depuis la loi Haby de dizaines de milliers d'enfants du système scolaire sans aucune formation utile.

On aboutit à cette situation où la moitié de la population est à la charge de l'autre. Pendant ce temps là l'urgence gouvernementale est à manipuler l'enseignement en maternelle pour que les petites filles puissent être des petits garçons comme les autres ! On ne veut pas que la moitié de la population soit à la charge de l'autre, sur la base du genre, comme dans l'ancien régime de la famille traditionnelle. Certains trouveront le paradoxe amusant.

6. Le revenu par tête a encore baissé en France en 2013.

Au total rappelons nos suggestions constantes depuis 5 ans :

Il faut mettre fin aux changes flottants et à la liberté totale des mouvements de capitaux à court terme. On voit qu'après avoir provoqué une crise gigantesque, le système persiste à exercer ses effets pervers et compromet les chances d'une sortie de crise réussie.

Il faut une gestion effective et quotidienne de la zone Euro avec des écluses intelligentes sur les mouvements de capitaux, de biens et de personnes.

La France doit sortir de sa folie anti-bourgeoise, anti-entreprise et antiéconomique qui se traduit par une dépense publique délirante, la dette et les impôts qui vont avec, et une désocialisation rampante mais généralisée.

Il est intéressant de constater que si les dirigeants actuels parquent autour du Pacte de responsabilité, censé marquer leur virage vers plus de réalisme, aucun n'a donné la moindre indication sur la source des économies de 50 milliards d'Euros annoncées par le Président. Le temps passe ! En revanche on n'a jamais fait autant de chaleur autour de sujets sociétaux ou idéologiques de bas niveau.

A force de faire l'inverse du nécessaire, on ne sort pas de la crise. A force de préférer la chaleur à la lumière on reste dans la sottise asphyxiante.